Chaire de rédaction juridique
Louis-Philippe-Pigeon

UNIVERSITÉ LAVAL

Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon

Rapport d'activités 2023-2024

Table des matières

I. Une présentation générale de la Chaire 3
A. Les cotitulaires de la Chaire 3
B. Le comité directeur 3
C. Les axes de recherche 4
D. Les chercheur.e.s associé.e.s 4
E. Les étudiant.e.s rattaché.e.s à la Chaire 4
F. Les locaux de la Chaire 5
G. La présence de la Chaire sur le Web et dans les médias sociaux 5
H. Le financement de la Chaire 6

II. Les réalisations pour l'année 2023-2024 6
A. Les réalisations de la Chaire 6
B. Les réalisations des cotitulaires de la Chaire 11
C. Les réalisations des chercheur.e.s associé.e.s de la Chaire 12

Le présent rapport comporte une présentation générale de la Chaire (I) et le bilan de ses réalisations pour l'année 2023-2024 (II).

I. Une présentation générale de la Chaire

La Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon est dirigée par deux cotitulaires (A) et un comité directeur (B). Ses activités de recherche et d'enseignement s'articulent autour de quatre axes (C). Elle compte quatre chercheur.e.s associé.e.s (D). Des étudiant.e.s sont rattaché.e.s à la Chaire (E) et travaillent, avec la coordonnatrice, dans les locaux qui sont alloués par la Faculté de droit (F). La Chaire a un site Web et elle est présente sur les réseaux sociaux (G). Son financement est assuré par les revenus générés par le capital administré par la Fondation de l'Université Laval (H).

A. Les cotitulaires de la Chaire

La Chaire a été renouvelée pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028. À cette occasion, la professeure Monica Popescu a rejoint le professeur Sylvio Normand à la direction de la Chaire. Professeur.e.s à la Faculté de droit de l'Université Laval, ils sont désormais cotitulaires de la Chaire.

Monica Popescu est professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université Laval où elle enseigne le droit des institutions administratives, le droit du contrôle judiciaire de l'action gouvernementale, ainsi que la théorie et la méthodologie de la common law depuis 2015. Ses recherches portent sur le droit administratif en général, les particularités du droit québécois des institutions administratives et l'histoire du droit public. Actuellement, elle s'intéresse à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la prise de la décision publique et, plus particulièrement, à l'impact de l'usage de ces nouvelles technologies au regard des principes du droit administratif.

B. Le comité directeur

Le comité directeur de la Chaire est composé des personnes suivantes :

- Anne-Marie Laflamme, doyenne, Faculté de droit de l'Université Laval;
- Jules Brière, avocat émérite, associé au cabinet Lavery;
- Lucie Lauzière, professeure titulaire, Faculté de droit de l'Université Laval;
- Michel Pigeon, professeur émérite, représentant de la famille Pigeon;
- Sylvio Normand, professeur associé et cotitulaire de la Chaire;
- Monica Popescu, professeure agrégée et cotitulaire de la Chaire.

C. Les axes de recherche

Les activités de recherche de la Chaire s'articulent principalement autour de quatre axes :

- L'écriture en droit;
- L'interprétation des sources du droit;
- Le Code civil dans l'ordre juridique québécois;
- La structure du droit et l'organisation de l'information juridique.

Ces axes sont décrits sur le site de la Chaire, dans la section « Axes de recherche ».

D. Les chercheur.e.s associé.e.s

La Chaire compte quatre chercheur.e.s associé.e.s. Les professeures Michelle Cumyn, de la Faculté de droit de l'Université McGill, et Mélanie Samson, de la Faculté de droit de l'Université Laval, sont chercheures associées à la Chaire depuis septembre 2020. La professeure Lucie Lauzière, de l'Université Laval, l'est depuis septembre 2022. Le professeur Pierre Issalys, de l'Université Laval, l'est devenu en novembre 2022.

E. Les étudiant.e.s rattaché.e.s à la Chaire

Plusieurs étudiant.e.s aux cycles supérieurs sont actuellement rattaché.e.s à la Chaire :

- Charles Breton-Demeule, LL.B., LL.M., LL.D. (en cours), nommé professeur au Département de droit de l'Université du Québec en Outaouais;
- Paul-David Chouinard, LL.B., LL.M. (en cours);
- Léa Decaster, LL.L., LL.M., LL.D. (en cours);
- Amir Feizbakhsh, LL.L., LL.M., LL.D. (en cours);
- Eric Fokou, LL.B., LL.M., LL.D. (en cours);
- Cindy Gagnon, LL.B., LL.M., LL.D. (thèse soutenue le 3 mai 2024);
- Baptiste Jouzier, LL.L., LL.M., LL.D. (thèse soutenue le 9 novembre 2023);
- Jordan Mayer, LL.B., LL.M. (en cours);
- Karine McLaren, LL.B., LL.M., Trad. a., avocate, LL.D. (en cours);
- Nidhal Mekki, LL.L., LL.M., LL.D. (en cours);
- Anouk Paillet, LL.L., LL.M., LL.D. (en cours);
- Charlotte Reid, LL.B., LL.M. (en cours).

F. Les locaux de la Chaire

La Chaire possède un bureau, au local 7172, destiné à la coordination et de quatre postes de travail au local 7151, du pavillon Charles-De Koninck. Tous sont entièrement équipés en matériel informatique.

G. La présence de la Chaire sur le Web et dans les médias sociaux

Le site Web de la Chaire (www.redactionjuridique.chaire.ulaval.ca) est son principal outil de communication, une vitrine pour diffuser ses réalisations et, de plus en plus, une ressource en matière de rédaction juridique. Une migration vers un nouveau système de gestion a été imposée pour des raisons de sécurité informatique et le site a fait peau neuve au cours de l'été 2023, toutefois l'adresse est restée la même.

Sur la page d'accueil de ce site Web, la Chaire tient un calendrier des événements scientifiques qui s'inscrivent dans ses axes de recherche.

Une page consacrée aux actualités permet à la Chaire de faire la publicité de ses activités ainsi que des réalisations de ses membres.

La Chaire publie des capsules sur la rédaction juridique dans la page consacrée au développement d'outils pour l'enseignement de la rédaction juridique au baccalauréat (voir infra).

Chaque semaine, la Chaire propose une veille juridique des projets de lois québécois en cours, des décisions de la Cour suprême du Canada et des publications et communications en rédaction juridique. Toute personne – praticien.ne du droit, universitaire ou étudiant.e – peut la consulter sur le site Web de la Chaire ou s'inscrire à la liste d'envoi afin de la recevoir par courriel.

La Chaire diffuse dans les médias sociaux de l'information sur ses activités scientifiques et l'actualité juridique liée à ses axes de recherche. Pour ce faire, elle a un compte Twitter (@CRJ_LP_Pigeon) auquel un peu plus de 300 personnes sont abonnées, une page Facebook ainsi qu'un compte LinkedIn.

Les enregistrements vidéo de certaines activités organisées ou coorganisées par la Chaire sont publiées sur sa chaine YouTube.

Le Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ) est un partenaire pour la diffusion sur son site Web du matériel mis en ligne par la Chaire : edoctrine.caij.qc.ca/universites/universite-laval. Ce partenariat sera, très bientôt, de nouveau mis à profit lors du développement de nouveaux éléments en matière de rédaction juridique (voir infra).

H. Le financement de la Chaire

La Chaire est une initiative de la famille Pigeon qui en plus de dons versés lors de sa constitution a ajouté des fonds par la suite. Il est exceptionnel qu'une famille lance un tel projet dans le domaine des sciences sociales. La faculté peut être fière et reconnaissante de cette initiative.

Le professeur Jacques Deslauriers a, par ailleurs, fait un don substantiel afin de constituer un fonds en appui aux activités de la Chaire.

Le financement de la Chaire bénéficie, en outre, des campagnes annuelles de levée de fonds de la Fondation de l'Université Laval. Le total des dons récoltés par la Fondation entre le 1er mai 2023 et le 30 avril 2024 s'élève à 9 763,50 $.

En décembre 2023, la Chaire a obtenu une subvention importante de la part de la Chambre des notaires du Québec d'un montant de 48 505,19 $ par année durant trois ans, pour un total de 145 515,57 $. Cette subvention s'inscrit dans le volet Soutien à la mission du programme de subvention du Fonds d'études notariales.

En 2021, l'Assemblée nationale du Québec a accepté de soutenir financièrement le projet de recherche « La loi, reflet de la société québécoise », en octroyant à la Chaire la somme de 6 784,84 $. Un soutien a également été demandé pour ce projet à la Chambre des notaires du Québec pour un montant de 15 099,84 $. Il s'agit de la réallocation d'une partie d'une subvention obtenue en 2017, à la suite de l'abandon du projet de recherche sur les commentaires du ministre de la Justice sur le Code civil.

Le juge Pierre E. Audet s'est engagé à financer pendant 5 ans le prix de premier cycle du concours de rédaction. Pour cela, il octroie annuellement à la Chaire la somme de 1 000 $, et ce, de 2020 à 2024.

II. Les réalisations pour l'année 2023-2024

La Chaire (A), ses cotitulaires (B) et ses chercheur.e.s associé.e.s (C) contribuent à la recherche et à la formation en matière de rédaction juridique par l'organisation d'activités et la participation à différents événements scientifiques.

A. Les réalisations de la Chaire

La Chaire organise des activités scientifiques, parfois en collaboration avec des collègues (1) et participe à des activités de recherche (2). Elle publie, sur son site, des nouvelles résumant le contenu des activités organisées ou pour diffuser

certaines actualités (3). Elle poursuit le développement de ressources sur la rédaction juridique, disponibles en ligne (4), et s'implique également auprès des étudiants à différents niveaux (5).

1. Les activités scientifiques et publications organisées par la Chaire ou avec le soutien de la Chaire

- À l'occasion de la venue du professeur Hugues Fulchiron, de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, la Chaire de rédaction juridique a organisé, le 10 octobre 2023, un atelier durant lequel il a présenté un article publié à la *Revue trimestrielle de droit civil* et intitulé « La part de flou dans le droit. Variations sur la souplesse de la règle de droit ».

- La Chaire a organisé un premier atelier de travail pour la préparation de l'ouvrage *Éléments de légistique*. Cet atelier, réunissant certains membres de la direction de la Faculté de droit (Mélanie Samson, vice-doyenne à la recherche et aux affaires externes, et Reza Moradinejad, directeur des programmes de 2e cycles), certains professeurs de la Faculté de droit ainsi que des personnes du ministère de la Justice (Élise Labrecque, directrice de la Direction du soutien aux orientations, des affaires législatives et de la refonte, Sous-ministériat des affaires juridiques, et Jean-Félix Robitaille, avocat), a été organisé le 11 octobre 2023.

- Le 1er novembre 2023, s'est tenue la 9e conférence grand public de la Chaire. Me Lorne Giroux, juge retraité en résidence à la Faculté de droit de l'Université Laval et avocat-conseil au cabinet GBV Avocats, a présenté une conférence intitulée « Quelques considérations pratiques sur la rédaction et l'interprétation des règlements municipaux ».

2. Les activités de recherche de la Chaire

- La Chaire poursuit un projet intitulé « La loi, reflet de la société québécoise », initié en 2021 par le professeur Sylvio Normand. L'objectif est l'organisation de séminaires, ainsi que la publication d'un ouvrage.

  Le projet a pour objectif de consacrer une étude à des lois qui ont exercé un rôle structurant et symbolique au Québec. La présentation des lois retenues mettra en exergue trois aspects qui correspondent à des moments de la vie de la loi, d'abord le contexte de sa genèse et de sa rédaction, ensuite la description de son contenu lors de son adoption et finalement sa réception et sa destinée. Le projet vise à couvrir l'ensemble du corpus législatif, soit les

lois historiques (1792 à 1939) et les lois contemporaines (1940 à 2015). Il est conçu en deux phases. La première phase porte sur les lois contemporaines.

La bibliothèque de l'Assemblée nationale a accepté de participer au projet en proposant sur son site, sous la rubrique « guides thématiques », une page consacrée à chacune des lois présentées. Cette page permettra de donner accès à de nombreuses sources, notamment les rapports de commissions ou les livres blancs qui ont précédé un projet de loi, les débats parlementaires en chambre et en commission et éventuellement d'autres documents qui pourraient être ajoutés.

La quasi-totalité des auteur.e.s ont remis leur texte. Ces textes sont en cours de relecture et de révision des notes de bas de page. Les derniers articles manquants devraient être soumis en cours d'été.

Deux premiers séminaires ont été organisés les 29 mai et 10 juin 2024 sur « L'éducation et les services sociaux ». La première rencontre a été l'occasion pour les auteurs d'échanger sur les textes traitant de la *Loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement*, la *Loi sur l'aide sociale*, la *Loi de l'assurance-maladie* et la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* et la *Loi sur la protection de la jeunesse*. Les textes sur la *Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance*, la *Loi concernant les soins de fin de vie*, le *Régime de rentes du Québec* et la *Charte de la caisse de dépôt et placement du Québec* ont été présentés lors du deuxième séminaire.

D'autres séminaires viendront pour traiter de thématiques telles que « L'État et l'administration publique », « La législation fondamentale et le droit commun », « Le territoire et les ressources » ou encore « L'économie et le travail ».

- La Chaire participe à la demande de subvention présentée au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour le projet *Législation, Innovation et Société* (LEXIS), sous la direction du professeur Pierre Noreau de l'Université de Montréal. Cette demande de subvention, d'un montant de 2 500 000 $, est en cours d'évaluation.

D'autres activités de recherche sont liées à la Chaire en raison de l'implication individuelle des cotitulaires et des chercheur.e.s associé.e.s dans différents projets. Ces projets sont présentés sur le site de la Chaire, dans la section « Projets de recherche en cours ».

3. Les principales nouvelles publiées sur le site web de la Chaire

- « Atelier du professeur Hugues Fulchiron sur « la part de flou dans le droit » », le 13 octobre 2023, par Anouk Paillet : publication d'un bref résumé de l'atelier présenté par le professeur Hugues Fulchiron ;

- « Retour sur la 9e conférence publique de la Chaire, "Quelques considérations pratiques sur la rédaction et l'interprétation des règlements municipaux" », le 14 novembre 2023, par Anouk Paillet : publication d'un bref résumé de la 9e conférence publique.

4. La conception de ressources en matière de rédaction et d'interprétation juridiques et l'enseignement de la méthodologie du droit

- La Chambre des notaires du Québec a octroyé un financement à la Chaire, de 2017 à 2022, pour la création de matériel pédagogique pour l'enseignement de la rédaction juridique au baccalauréat. De nombreuses capsules pédagogiques et des exercices sur la rédaction juridique ont alors été mises en ligne sur le site de la Chaire, dans la section « Rédaction juridique ».

- Grâce à l'obtention d'une nouvelle subvention du Fonds d'études notariales, en décembre 2023, le processus de développement de ressources en rédaction a repris. Des échanges sont en cours avec des professeurs enseignant la méthodologie et la rédaction juridique ainsi qu'avec des professeurs en droit notarial pour ajouter de nouvelles ressources sur le site de la Chaire.

5. L'implication de la Chaire auprès des étudiant.e.s

.

- En 2010, la Chaire a contribué à la mise en place du microprogramme de 2e cycle en légistique, en collaboration avec le ministère de la Justice du Québec. Le professeur Reza Moradinejad est directeur de ce microprogramme depuis juillet 2022. Celui-ci accueille une nouvelle cohorte chaque automne. Ce programme compte présentement 45 étudiant.e.s.

- La Chaire a contribué financièrement à l'organisation du Forum étudiant de l'Assemblée nationale du Québec, organisé dans le cadre de la Clinique de rédaction législative (DRT-2223), qui a eu lieu le 20 décembre 2023.

- La Chaire a contribué au projet des retraites de rédaction des cycles supérieurs en droit en accordant, à l'automne 2023, un soutien financier de

350 $ pour l'année universitaire 2023-2024. Cette contribution a aidé à l'organisation de sept retraites durant les sessions d'automne 2023 et d'hiver 2024. Il est également prévu d'organiser des retraites de rédaction sur le campus à compter de la prochaine session d'automne pour compléter l'offre de retraites organisées à l'extérieur du campus, par l'entremise de la Faculté de droit, et ainsi mieux soutenir les étudiant.e.s aux cycles supérieurs dans le processus de rédaction.

- En novembre 2023, la bourse de doctorat Jacques-Deslauriers, d'un montant de 5 000 $, a été remise à Mme Léa Decaster et M. Amir Feizbakhsh, étudiant.e.s à la Faculté de droit de l'Université Laval. Chacun a reçu 2 500 $. Le projet de thèse de Léa Decaster, que dirigent la professeure Christelle Landheer-Cieslak de l'Université Laval et la professeure Valérie Lasserre de l'Université du Mans, porte sur « L'identité sexuelle de la personne en droit civil français et québécois ». La thèse est rattachée aux axes de recherche « L'interprétation des sources du droit » et « Le Code civil dans l'ordre juridique québécois ». Le projet de thèse d'Amir Feizbakhsh, que dirige la professeure Mélanie Samson de l'Université Laval, porte sur « La traduction du langage des droits et libertés de la personne par le juge dans le langage du droit. Une analyse jurilinguistique de la concrétisation des droits et libertés au sein de la structure textuelle de l'ordre juridique ». La thèse est rattachée aux axes de recherche « L'écriture en droit » et « L'interprétation des sources du droit ».

- La Chaire a organisé la treizième édition de son Concours de rédaction juridique. En février 2024, le prix « Pierre E. Audet » de 1 000 $, pour le volet er cycle, a été décerné à Mmes Anne-Sophie Thauvette, Audrey Proulx, Marilie Pilon et Miriam Bourbeau, étudiantes au baccalauréat en droit à l'Université du Québec à Montréal. Leur texte s'intitule « L'aide médicale à mourir et l'élargissement aux mineurs dans le cadre législatif québécois : étude et enjeux au regard du droit comparé ». Le prix de la Chaire de 1 000 $, pour le volet 2e et 3e cycles, a été décerné à M. Félix Ginoux, étudiant au doctorat en droit à l'Université Laval, pour un texte intitulé : « La notion de personne du *Code civil du Québec* en droit des contrats : rupture ou continuité avec la notion du *Code civil du Bas Canada* ».

- En avril 2024, la bourse de maîtrise d'un montant de 4 000 $ a été octroyée à Mme Gabrielle-Anne Labrecque, étudiante à la Faculté de droit de l'Université Laval. L'octroi de cette bourse est conditionnel à la réussite de l'atelier de présentation de mémoire prévu en août 2024. Le projet de mémoire de Gabrielle-Anne Labrecque, que dirige la professeure Monica Popescu, porte

sur la justification des décisions administratives à l'ère des nouvelles dynamiques de gouvernance publique.

- La quatorzième édition du Concours de rédaction juridique de la Chaire a été lancée en mai 2024.

B. Les réalisations des cotitulaires de la Chaire

Les cotitulaires de la Chaire ont poursuivi leurs travaux de recherche sur des thèmes en relation avec les orientations de la Chaire (1). Tous deux ont également publié ou soumis des textes en vue d'une publication (2).

1. Les projets de recherche

- Archéologie du *Code civil du Québec*.

Le projet a pour objectif de rédiger un historique du processus de révision du Code civil et de ses deux grandes phases : la première relevant de l'Office de révision du Code civil (1965-1977) et la seconde du ministère de la Justice (1977-1994). La recherche porte sur le rôle des acteurs principaux et des intervenants, sur les enjeux considérés et sur l'étude de ce chantier comme miroir de l'évolution de la culture juridique québécoise.

- La loi, reflet de la société québécoise (voir *supra*).

- L'utilisation de l'intelligence artificielle dans la prise de la décision administrative.

Mené par la professeure Monica Popescu, ce projet s'intéresse à l'impact de l'utilisation de l'intelligence dans la prise de la décision publique. En effet, cette nouvelle technologie est susceptible d'amener des changements tant sur le plan substantif qu'en ce qui concerne les processus décisionnels avec un impact sur la rédaction et la communication des actes administratifs. Puisque ces transformations risquent de mettre à l'épreuve les principes qui président actuellement au déroulement des processus administratifs, il est nécessaire de déterminer si les garanties juridiques actuelles sont bien adaptées et suffisantes pour encadrer les pouvoirs des agents de l'État, lorsque ces derniers exercent leurs mandats en faisant appel à l'intelligence artificielle ou même en se fondant entièrement sur celle-ci. Dans sa première phase, le projet fait appel à la méthode de droit comparé. La seconde phase concerne l'étude de la situation au Québec et au Canada.

- Parution de l'ouvrage *L'État, hier, aujourd'hui et demain. Études en l'honneur du professeur Pierre Issalys*

La professeure Monica Popescu, cotitulaire de la Chaire, et la professeure Mélanie Samson, chercheure associée à la Chaire, ont assuré la direction scientifique de la parution de l'ouvrage *L'État, hier, aujourd'hui et demain. Études en l'honneur du professeur Pierre Issalys*. L'ouvrage réunit quatorze textes par des auteur.e.s du Québec et de l'étranger. Parmi les sujets traités se trouvent l'évolution de la loi et des instruments normatifs, l'interprétation juridique et la science de la légistique. Plusieurs activités seront organisées lors de l'année universitaire 2024-2025, dans le cadre de ce projet.

2. Les publications

Normand, Sylvio, « Affectation et biens communs immobiliers », dans Marie Cornu et Yaëll Emerich (dir.), *Les communs urbains saisis par le droit*. Le Kremlin-Bicêtre, Mare & Martin, 2024, p. 175-196 [à paraître].

Normand, Sylvio, « L'incorporation du Barreau et la réforme des institutions judiciaires au milieu du XIXe siècle », *Proforma*, vol. 103 (décembre 2023), p. 7-9.

Normand, Sylvio, « L'Office de révision du Code civil à l'œuvre (1965-1977) » [soumis pour publication].

Popescu, Monica, « Loi de police, LQ 1968, c. 17 », dans Sylvio Normand (dir.), *La loi, reflet de la société québécoise*, Septentrion [à paraître].

Popescu, Monica, « Police et démocratie : quelques réflexions sur les rapports entre la police et la démocratie à partir de l'histoire institutionnelle de la fonction de police au Québec », dans Michel J. Doyon (dir.), *Droit, justice et démocratie*, Cowansville (Qc), Éditions Yvon Blais, 2023, p. 107.

Popescu, Monica et Mélanie Samson (dir.), *L'État, hier, aujourd'hui et demain. Études en l'honneur du professeur Pierre Issalys*, Éditions Yvon Blais, 2024 [à paraître].

Popescu, Monica et Pierre Issalys, *La réglementation par objectifs et l'encadrement des professions*, Québec, Conseil interprofessionnel du Québec, 2023, [En ligne]. [http://www.professions-quebec.org/fr/etudes-et-rapports]

C. Les réalisations des chercheur.e.s associé.e.s de la Chaire

Les chercheur.e.s associé.e.s de la Chaire ont poursuivi des travaux de recherche sur des thèmes en relation avec les orientations de la Chaire (1), publié ou soumis des textes en vue d'une publication (2) et prononcé des conférences (3).

1. Les projets de recherche

Ces projets de recherche sont présentés sur le site web de la Chaire au titre des projets de recherche en cours soutenus par la Chaire.

2. Les publications

Popescu, Monica et Mélanie Samson (dir.), *L'État, hier, aujourd'hui et demain. Études en l'honneur du professeur Pierre Issalys*, Éditions Yvon Blais, 2024 [à paraître].

Popescu, Monica et Pierre Issalys, *La réglementation par objectifs et l'encadrement des professions*, Québec, Conseil interprofessionnel du Québec, 2023, [En ligne]. [http://www.professions-quebec.org/fr/etudes-et-rapports]

Sénécal, Sébastien et Mélanie Samson, « Charte des droits et libertés de la personne, LQ 1975, c. 6 », dans Sylvio Normand (dir.), *La loi, reflet de la société québécoise*, Septentrion [à paraître].

3. Les communications

Lauzière, Lucie, « La qualité de l'enseignement supérieur », Colloque du G3, Genève (Suisse), 15-19 janvier 2024.

Samson, Mélanie, « Formation sur la légistique », Conseil interprofessionnel du Québec, formation donnée en ligne, 7 février 2024 (en collaboration avec Me Rachel Pominville).

Samson, Mélanie, « L'interprétation des lois et des règlements en matière d'urbanisme », Laval, 1er février 2024.

Samson, Mélanie, « Le Tribunal des droits de la personne du Québec a-t-il encore sa pertinence ? », Sommet du Tribunal des droits de la personne, Orford, 14 juin 2023.

Sylvio Normand
Monica Popescu
Le 15 juillet 2024